NOUVELLE REVUE THÉOLOGIQUE

70 Nº 6 1948

Il y a un siècle : 1848

Edgar HOCEDEZ (s.j.)

p. 624 - 636

https://www.nrt.be/es/articulos/il-y-a-un-siecle-1848-2801

Tous droits réservés. © Nouvelle revue théologique 2026

IL Y A UN SIECLE
1848

Il y a cent ans, le 24 novembre 1848, Pie IX quittait furtivement le Quirinal et se réfugiait à Gaëte ; Rome se proclama en république dès 1849.

En France, la révolution de 1830 avait renversé la monarchie légitime et anéanti le pouvoir de l'aristocratie au profit de la bourgeoisie ; 1848 renversa la monarchie issue des barricades : la révolution eut un caractère nettement hostile à la grande bourgeoisie, nous dirions aujourd'hui à la bourgeoisie capitaliste ; elle marque l'arrivée au pouvoir de la démocratie.

La situation actuelle du monde rappelle l'état de l'Europe au lendemain des journées de février : chute des gouvernements autoritaires, agitation, émeutes, coups d'Etat, inquiétude universelle, revendications populaires ; nous assistons, semble-t-il, à un tournant similaire à celui de 1848, mais à une échelle agrandie aux proportions mondiales.

La révolution de février fut un soulèvement de la classe ouvrière secouant l'oppression intolérable qui pesait sur elle (1). Les théoriciens rêvaient la construction d'une société nouvelle où régnât la justice : mystiques et utopistes, qu'ils fussent socialistes, fouriéristes ou communistes, ils avaient chacun leur plan, aussi idéal qu'irréalisable. Aujourd'hui la question sociale est plus que jamais à l'ordre du jour ; les systèmes ne manquent pas ; la confusion des idées est extrême. Il y a cependant une différence notable : d'abord le nombre des prolétaires s'est accru démesurément par suite du développement de la grande industrie, alors à ses débuts ; il y a un siècle la grande masse des ouvriers n'avait que de grandes aspirations, et des idées vagues sur les réalisations possibles ; somme toute en France, ils ne proclamèrent que le droit au travail ; aujourd'hui leurs revendications conscientes ont pris des formes concrètes et précises ; chez les dirigeants et les intellectuels, aux théories utopiques ont succédé des systèmes scientifiques. Mais la mystique reste la même : l'établissement de la justice sociale et la libération du prolétariat.

En 1848, les événements offrirent aux catholiques une occasion exceptionnellement favorable d'affirmer les principes sociaux chré-

(1) Voir P. de la Gorce, *Histoire de la seconde République*, vol. I, Paris, 1925. — J. Bertaut, *1848 et la seconde République*, Paris, (1943). — A. Dansette. *Deuxième République et second Empire*, Paris, (1942). — Au point de vue documentaire, voir M. Deslandres et A. Michelin, *Il y a cent ans. Etat physique et moral des ouvriers au temps du libéralisme. Témoignage de Villermé*. Paris. 1938.

tiens et même de prendre la tête du mouvement de rénovation sociale. Comment comprirent-ils leur rôle ? Quelle fut leur attitude ? Il a paru qu'il ne serait pas sans intérêt, ni même sans utilité, de le rechercher : il y a des exemples à suivre, des fautes à éviter.

I

Les catholiques français laissèrent passer l'occasion (2) ; elle ne se représentera plus. La désaffection croissante des masses ouvrières pour l'Eglise en sera le triste résultat.

Les catholiques n'avaient pas eu à se louer de la monarchie de juillet ; aussi virent-ils sa chute sans grands regrets : c'est aux cris de « liberté » que leurs orateurs et journalistes saluèrent le nouveau régime (3). *L'Univers* de Louis Veuillot accueillit la révolution en déclarant que l'Eglise ne demandait qu'une chose : la liberté. L'archevêque de Paris, Mgr Affre, les autres évêques et le clergé ne tardèrent pas à reconnaître la République. De leur côté, les masses populaires, connaissant la défaveur témoignée par le régime déchu à l'Eglise, n'étaient pas hostiles à cette dernière ; on ne vit pas, durant les journées de février, se renouveler les attentats et les pillages qui avaient déshonoré la révolution en 1830. D'ailleurs, le climat romantique, idéaliste, voire mystique de la révolution de 48 était sympathique à la religion (4). Signe des temps ! On vit le clergé prendre part aux fêtes nationales républicaines et, dans toute la France, bénir les arbres de la liberté.

Bientôt un groupe de catholiques fondèrent un journal, *L'Ere nouvelle*, ouvertement favorable aux réformes sociales et démocratiques ; Mgr Affre s'en constitua le protecteur. Lacordaire, de Coux, démocrates et républicains convaincus, Ozanam et l'abbé Maret, professeur de théologie en Sorbonne y collaborèrent. Aux élections, les catholiques libéraux se présentèrent avec des déclarations franchement républicaines. Elu à la Constituante, Montalembert écrivait à ses électeurs : « Nous avons deux grands problèmes à résoudre : la constitution de la République et le soulagement des classes ouvrières » (5). Chez les catholiques libéraux, ce souci de réformes sociales n'était pas seulement inspiré par les circonstances ou la politique, il était dans les traditions de l'école. Dès 1823, Lamennais avait flétri avec indignation, dans *Le Drapeau blanc*, l'injuste domination exercée par les riches sur les classes pauvres : « Leurs besoins, disait-il, les placent sous votre dépendance ; la nécessité en fait vos esclaves » (6). *L'Avenir*, où écrivaient de Coux, Lacordaire, Montalembert, avait développé un pro-

(2) Voir l'article intéressant de J. Leclerc, *Les catholiques libéraux et la question sociale en 1848*, dans *Etudes*, février, 1848, p. 145-165.
(3) *Ib.*, p. 146.
(4) Bertaut, *o.c.*, p. 19, 103.
(5) Lecler, *o.c.*, p. 153.
(6) *Ib.*, p. 148.

gramme de réformes sociales (7). Ozanam, qui en 1832 avait suivi les cours d'économie politique de de Coux, et fondé en 1833 les Conférences de saint Vincent de Paul, pour porter, en attendant mieux, un premier remède aux détresses populaires, avait abordé résolument en 1840, dans ses cours de droit commercial, la question du travail. Rejetant simultanément le « laisser faire » de l'économie libérale et les méthodes dictatoriales, il proposa de concilier l'autorité et la liberté par l'intervention officieuse du gouvernement et de développer les associations ouvrières. Un légitimiste, le vicomte Armand de Melun, entraîné par le mouvement de *L'Avenir*, s'engagea également, avec la même fougue qu'Ozanam, dans l'action sociale et charitable (8).

Tout semblait donc promettre que les catholiques entreraient résolument dans la voie que leur ouvrait la Providence. Malheureusement, leur élan allait être brisé. La faiblesse et l'incapacité du Gouvernement provisoire, l'impuissance de l'Assemblée législative, l'agitation, la misère et l'insécurité résultant des troubles, la peur enfin du socialisme et du communisme jetèrent le pays entier dans la réaction, et d'étape en étape le menèrent à la dictature et à l'Empire. Histoire lamentable ; mais combien instructive !

Les catholiques dans l'ensemble se laissèrent entraîner. Leurs parlementaires votèrent les lois réactionnaires, soutinrent la candidature du prince Louis Napoléon, se rallièrent enfin, non sans hésitation toutefois, à l'Empire. Montalembert ne tarda pas à s'en désolidariser et passa à l'opposition ; mais la grande masse des catholiques, Louis Veuillot en tête, le clergé et l'épiscopat restèrent longtemps fidèles à l'Empereur. En 1850 se consomma la rupture définitive entre le grand journaliste et Montalembert, entre les « ultramontains » autoritaires et les « catholiques libéraux » ; leurs luttes devaient être funestes. L'adhésion au coup d'Etat fut une imprudence : Napoléon se joua des catholiques ; la politique réactionnaire fut, à tout le moins, une maladresse. Mais l'une et l'autre se comprennent facilement : la France entière était lasse de désordres ; elle aspirait au repos ; même les masses ouvrières acceptèrent sans répugnance la chute de la République. La crainte du socialisme et du communisme n'était pas chimérique : l'agitation continuelle, l'envahissement de l'Assemblée législative par les hordes révolutionnaires, les sanglantes journées de juin surtout en sont la preuve ; seul, croyait-on, un pouvoir fort pouvait sauver la société.

Hélas ! Chez la plupart des catholiques libéraux s'éclipsa « avec la foi en la République, le souci des problèmes ouvriers » (9). Cette atrophie

(7) C. Constantin, *Libéralisme*, dans le *Dictionnaire de théologie catholique*, t. 9, col. 535. — Cl. Carcopino, *Les doctrines sociales de Lamennais*, Paris, 1942.
(8) Lecler, *o.c.*, p. 149.
(9) *Ib.*, p. 155.

du sens social, dont se plaignaient déjà en 1848 Maret et Théophile Foisset, l'ami de Lacordaire, est plus regrettable encore que les fautes politiques. Mais il faut dire à leur décharge que les catholiques, pour remédier aux misères des pauvres, se dévouèrent aux œuvres de charité. On ne peut oublier non plus que Montalembert et de Falloux parvinrent enfin en 1850 à faire voter la loi sur la liberté d'enseignement, loi plus utile encore au bien du peuple et plus nécessaire qu'une loi sur les accidents du travail ou sur les assurances, que le vicomte de Melun se dépensa à préparer et à faire passer « une foule de lois sociales, dont celles sur l'assistance publique, les caisses de retraite pour la vieillesse les Monts de piété, les hospices et les hôpitaux. Œuvre intelligente, désintéressée, d'un bel altruisme, qui leur fait le plus grand honneur » (11). Ne perd-on pas trop de vue parfois ces solides réalisations ?

D'ailleurs, il serait injuste de juger les hommes de 48 avec les idées de nos jours ; pour être équitable, il faut se souvenir de l'état des esprits à cette date : « La société individualiste issue de la Révolution ignorait l'existence des classes ; celles-ci ne pouvaient donc être liées par des obligations respectives. Les juristes formés par le droit romain enseignaient aux jeunes bourgeois que la propriété était un droit absolu, et on les eût scandalisés en prétendant le limiter par la notion de fonction sociale. Les économistes leur apprenaient que la vie économique était réglée par des lois naturelles, dont l'intervention du législateur risquait de fausser le libre jeu. La misère populaire apparaissait comme « un mal déplorable, mais fatal, suggérant seulement aux cœurs secourables l'occasion d'accomplir un devoir de charité » (12). Cette philosophie, dont nous percevons clairement aujourd'hui la fausseté et le caractère anti-chrétien, était alors courante ; elle explique, et jusqu'à un certain point excuse, l'attitude de beaucoup de catholiques et de prêtres du siècle passé ; peut-on demander à la masse des fidèles de devancer leur siècle et de réagir contre les idées régnantes ? Les idées n'évoluent que lentement. Mais ces circonstances ne font que mieux ressortir le mérite de ceux qui surent s'élever à une vue plus nette des problèmes du jour, et surtout de ceux qui, sans se laisser déconcerter par les événements, ni effrayer outre mesure par les excès des démagogues, ni décourager par la désertion de leurs amis, continuèrent vaillamment à travailler à l'amélioration du sort des classes laborieuses par des institutions stables ; tels Ozanam et le vicomte de Melun.

En conclusion, on regrettera, avec J. Lecler, que l'attitude réactionnaire de la majorité des catholiques ait interrompu le développement de la pensée sociale d'Ozanam et de son groupe, annonçant « un catholicisme social très confiant en l'avenir, résolument ouvert aux problèmes du travail comme à l'évolution démocratique du monde contem-

(10) Mgr Baunard, *Un siècle de l'Eglise de France,* Paris, 1901, p. 205.
(11) Bertaut, *o.c.,* p. 395.
(12) Dansette, *o.c.,* p. 21.

porain » (13). Si on leur avait fait crédit, sans doute l'Eglise n'aurait pas paru aux masses comme ayant partie liée avec la réaction et la bourgeoisie possédante.

II

Les catholiques allemands au contraire surent tirer un merveilleux parti des opportunités que leur offrait la révolution de 48.

Carlsruhe, Berlin, Vienne eurent leurs émeutes. Le 13 mars, un soulèvement força le vieux chancelier Metternich à démissionner et à partir en exil, Ferdinand Ier s'enfuit à Innsbruck et ne put rentrer dans sa capitale qu'après avoir promis la réunion d'une Constituante. Il dut consentir une partie des réformes réclamées par les classes populaires. Des mouvements insurrectionnels éclatèrent en Hongrie et en Bohême.

En Prusse, aux exigences des libéraux s'ajoutèrent les revendications ouvrières : en 1847 Karl Marx avait lancé son célèbre *Manifeste communiste*. L'émeute força le roi à convoquer une Constituante, qu'il congédia après cinq mois de conflits, en accordant lui-même une constitution libérale, très favorable à l'Eglise.

Des patriotes allemands s'assemblèrent, indépendamment des princes, à Francfort, en Assemblée constituante pour toute la Confédération germanique. Parmi les cinq cents députés, on comptait un nombre respectable de catholiques, laïcs, prêtres et même quelques évêques.

Le premier bénéfice que retira l'Eglise de la révolution fut de se libérer du joug que faisait peser sur elle la bureaucratie : 48 marque la fin du joséphisme.

Le second fut la consolidation de l'union intime entre les évêques et les fidèles, entre le laïcat et la hiérarchie ; l'opinion catholique, déjà en formation, prit une nouvelle force et une autorité agrandie, l'action catholique s'organisa, l'une et l'autre largement ouvertes au progrès et aux problèmes sociaux. « Habitués par le romantisme à vivre en un certain contact avec l'âme populaire, et dressés par une longue expérience à détester l'étroitesse des bureaucraties d'Etat, les catholiques d'Allemagne, sans ambages, se saisirent des nouveautés politiques que leur apportait l'année 1848 et tâchèrent d'exploiter, pour l'avantage de leur Eglise, les libertés et les droits que la révolution leur procurait. Nous assisterons... à une sorte de travail d'adaptation entre le catholicisme allemand et les circonstances révolutionnaires ; travail si prudemment et si adroitement combiné que, « lorsqu'en 1849 et 1850 une réaction se dessinera en Allemagne contre les aspirations et les conquêtes de 1848, le catholicisme seul continuera d'en garder les bénéfices » (14).

(13) Lecler, *o.c.*, p. 165.
(14) G. Goyau, *L'Allemagne religieuse, le catholicisme*, t. 2, Paris, 1905, p. 325.

Quelques noms sont à retenir : le vaillant et prudent archevêque de Cologne, von Geissel, l'archevêque de Breslau, von Diepenbrock, le chanoine Lennig, l'initiateur des associations catholiques, le curé Ketteler, qui deviendra évêque de Mayence, François Joseph Buss, l'avocat du peuple et de l'Eglise, le professeur Döllinger, von Andlau, Reichensperger, tous misant franchement et ouvertement sur la liberté, s'appuyant sur le peuple et l'opinion publique, mais persuadés aussi que la liberté n'est pas une fin en soi mais un moyen, qu'elle ne vaut que par l'usage qu'on en fait, et dans la mesure où elle sert « à implanter les principes catholiques dans l'ensemble de la vie et à résoudre le grand problème du temps présent, la question sociale », comme s'exprime la préface du compte rendu de l'assemblée de Mayence ([15]).

Les catholiques tinrent de nombreuses réunions : deux méritent spécialement l'attention. D'abord la grande assemblée des catholiques, tenue à Mayence dans la première quinzaine d'octobre 1848. Elle traça le plan de la jeune *Association catholique allemande* : pas de politique ; défense des intérêts religieux ; action pour faire pénétrer l'esprit catholique dans les institutions et les mœurs. Buss y fit le procès du capitalisme ; il rêvait une reconstruction sociale dans laquelle les liens corporatifs auraient une sanction.

Plus importante encore fut la réunion des évêques à Wurzbourg à la fin du même mois, pour prendre position devant les grands problèmes du jour et donner des directives fermes. L'heure était grave. Car si un conservatisme étroit pouvait être funeste, n'y aurait-il pas aussi danger à se laisser entraîner par le courant libertaire et démocratique ? Péril bien réel : les laïcs, conscients des services rendus et de ceux qu'ils étaient appelés à rendre dans un Etat démocratique, n'auraient-ils pas des exigences attentatoires aux droits de la hiérarchie ? Quelques membres du clergé inférieur manifestaient le désir d'introduire la démocratie dans l'Eglise : le mouvement « synodal » se révélait menaçant. La grande idée d'une église nationale allemande était dans l'air, et ne déplaisait pas à certains prélats ; n'était-elle pas dangereuse pour l'unité de l'Eglise ? Döllinger et d'autres se laissèrent séduire et l'on sait à quelles tristes démarches le nationalisme devait les mener. Les évêques réunis à Wurzbourg, sous la sage conduite de von Geissel, surent éviter tous ces dangers ; ils tracèrent une ligne de conduite nette et ferme, tout en faisant grande la part du laïcat et en lui faisant confiance ; ainsi ils maintinrent sans heurts les droits de la hiérarchie. Ils firent très large la place à la liberté : c'est sur le terrain des libertés légales qu'ils comptent se tenir et se défendre ; ils témoignèrent aussi d'un souci très éclairé des nécessités sociales. Dans leur lettre aux princes ils écrivaient : « Quelle que soit l'horreur de l'Eglise pour les tentatives anarchiques de toutes sortes et

(15) *Ib.*, p. 374.

si rigoureusement qu'elle les condamne, elle a pourtant un intérêt vital à ce que soit fixé et assuré tout ce que le cri général d'affranchissement à l'endroit de la tutelle et du contrôle administratif contient de légitime » (16). Et dans leur lettre pastorale aux fidèles : « Nous ne méconnaissons pas les grandes et nobles choses qui sont l'enjeu de l'heure actuelle. Nous ne méconnaissons pas l'aspiration vers un état de liberté civique et nationale, qui doit être plus vrai et plus équitable que dans le passé » (17). « La confiance de l'Eglise envers le peuple, conclut G. Goyau, répondait à la confiance du peuple envers l'Eglise » (18).

Vers le même temps, l'aristocrate von Ketteler, devenu prêtre et démocrate, profondément conscient des responsabilités du sacerdoce chrétien, auquel Dieu donne une si haute dignité non pour régner sur les fidèles mais pour les servir et « laver les pieds de tous », exposa dans la chaire de la cathédrale de Mayence les doctrines sociales du catholicisme et insista, avec une vigueur peu commune, sur l'idée chrétienne de propriété. Il dénonçait comme « un crime perpétuel contre la nature » la conception moderne qui fait du propriétaire un souverain absolu de ses biens, sans responsabilité et dispensé de toute fonction sociale (19).

L'attitude des catholiques allemands en 1848 fut aussi éclairée que généreuse. « Il semblait que s'inaugurât une alliance entre l'Eglise et une importante fraction de la foule ; et de cette alliance, pour laquelle l'Eglise n'allait pas marchander ni ses dons ni sa peine, devaient résulter le rôle social d'un Ketteler, la multiplicité des œuvres sociales et, plus tard, des projets de loi sociaux, et le souci constant du clergé allemand de ne point aviser seulement à la défense de ses libertés, œuvre toute négative, mais aussi et surtout au règne de l'idée chrétienne dans tous les détails des rapports économiques, et à la pénétration des exigences chrétiennes dans toutes les applications de la justice sociale » (20).

III

Les événements de Paris, surtout ceux de Vienne, eurent leur contre-coup en Italie ; Milan, Venise se soulevèrent contre l'Autriche, Brescia chassa sa garnison, Modène, Parme se proclamèrent républiques ; en Piémont, Charles Albert accorda une constitution et déclara la guerre à l'Autriche. Naples eut son insurrection. A Rome enfin éclata un soulèvement républicain.

La révolution italienne n'est pas proprement une révolution sociale ; d'ailleurs, le pays, sauf le Milanais, n'était pas industriel. Elle a

(16) *Acta Lacensia*, t. 5, p. 1133.
(17) *Ib.*, p. 1128-1132.
(18) Goyau, *o.c.*, p. 396.
(19) *Ib.*, p. 400. — A. Kannengieser, *Ketteler*, Paris, 1894, p. 29.
(20) Goyau, *o.c.*, p. 427.

un double caractère qui lui est propre : elle est avant tout nationaliste : les patriotes désiraient ardemment secouer le joug de l'étranger, spécialement celui de l'Autriche ; elle veut de plus briser l'absolutisme des princes, soutenus par l'Autriche, et mettre fin à ses abus. Dans les Etats de l'Eglise elle eut conséquemment un caractère anticlérical plus ou moins accentué. La grande force révolutionnaire se trouve dans les sociétés secrètes ; celle des *Carbonari* comptait, en 1820, près de sept cent mille membres. Vers 1830 les patriotes s'étaient divisés en deux groupes : la *Jeune Italie,* ayant à sa tête Mazzini, partisan d'une révolution générale, et les *Néo-guelfes,* caressant le rêve de Gioberti d'une confédération italienne dont le pape serait le chef moral et le roi de Sardaigne le chef politique et militaire (21).

Les débuts du règne de Pie IX avaient été marqués par des réformes libérales : d'abord il avait accordé une amnistie générale, en 1847 concédé la *Consultà di Stato,* conseil de laïcs, en 1848 une constitution libérale établissant le régime représentatif. Les sympathies de tous les patriotes se tournèrent vers lui ; il était devenu l'idole des Romains ; ce qui ne les empêcha nullement de fonder de multiples associations secrètes animées d'un esprit farouchement révolutionnaire. « Tant que le Souverain Pontife gouverna selon leurs vues, l'accord fut parfait ; mais le jour où, excédé, Pie IX fit mine de résister, les patriotes italiens se retournèrent comme un seul homme contre lui. Histoire éternelle des démagogies » (22). Le jour où il refusa de déclarer la guerre à l'Autriche, sa popularité fut ruinée. En vain essaya-t-il de calmer l'effervescence en faisant choix d'un ministre très libéral, le comte de Rossi ; celui-ci, condamné par les *Ventes,* fut poignardé par les conjurés, le 15 novembre 1848 ; le soir, la ville était en révolution et le pape en fuite. Bientôt fut proclamée la République romaine, dont la présidence revint à un triumvirat dont Mazzini était le chef ; Garibaldi prit le commandement de l'armée.

La victoire fut courte. L'armée française s'empara de Rome ; le pape y rentra le 12 avril 1849, revenu de ses illusions libérales. Les Autrichiens se réinstallèrent dans leurs anciennes positions ; une réaction absolutiste se dessina partout, sauf au Piémont, qui prit la tête du mouvement libéral et nationaliste.

Désormais, la question italienne et la question romaine étaient posées d'une façon inquiétante : Cavour les résoudra par la ruse et la force.

IV

En Belgique, la révolution parisienne ne provoqua ni troubles ni

(21) Palhories, *Gioberti,* Paris, 1929. — U. Padovani, *Vincenzo Gioberti, ed il cattolicismo,* Milan, 1927. — De saints prêtres comme Rosmini désiraient des réformes libérales ; il s'entremit auprès du pape à Gaëte : Palhories, *Rosmini,* Paris, 1908.

(22) Bertaut, *o.c.,* p. 320.

soulèvements. Le danger était cependant réel. La condition des ouvriers était misérable : la transformation de la Belgique, de pays agricole en pays de grande industrie, avait jeté la masse des prolétaires dans le paupérisme. Depuis 1847 surtout, notre patrie était devenue le refuge d'un grand nombre d'agitateurs étrangers : Karl Marx, résidant à Bruxelles depuis 1845, y médita et prépara son célèbre *Manifeste communiste*. Les associations libérales démocratiques inclinaient vers le socialisme. Malgré la disette, la crise financière, la stagnation des affaires et le chômage, la propagande révolutionnaire fut impuissante : il n'y eut pas la plus petite agitation dans la rue. Le gouvernement avait pris la précaution de désarmer l'aile gauche du libéralisme par une extension du suffrage, en abaissant le cens électoral jusqu'à l'extrême limite prévue par la Constitution ; il fit face à la crise par un ensemble de mesures financières et économiques. Quelque bandes françaises, qui avaient voulu envahir le territoire, furent facilement dispersées à la frontière par l'armée et la gendarmerie.

La crise de 48 n'apporta aucun changement notable à l'attitude des catholiques envers les classes pauvres ; elle n'amena non plus aucune réaction. Leur attention d'ailleurs était absorbée par la nécessité de se défendre contre les tentatives de laïcisation de l'État par les libéraux devenus agressifs. Sans doute ils n'avaient pas oublié le programme mennaisien développé dans *L'Avenir* [23], ni les leçons données à l'université de Louvain par de Coux ; en tout cas, ils ne se désintéressaient pas des misères sociales. Mais « leur dévouement s'attacha trop exclusivement à panser les plaies, sans chercher assez à en prévenir le retour... Certains catholiques cependant virent plus clair. Dès 1843, deux chrétiens admirables, Visschers et Ducpétiaux, dirigent l'enquête de 1843-1845 (4 volumes publiés de 1846 à 1848) sur la situation du travailleur ; à la suite de celle-ci, le second dévoile courageusement les ravages matériels et moraux dont souffre cruellement la classe ouvrière ; il préconise des mesures énergiques pour y porter un remède vraiment efficace » ; son activité eut quelques résultats heureux, pratiques et immédiats. Plus tard, « sous son inspiration, les congrès de Malines (1863, 1864, 1867)... signalent l'importance des problèmes sociaux » [24].

---

(23) Voir E. de Moreau, S. I., *Les idées mennaisiennes en Belgique*, dans *N.R.Th.*, t. 55, 1928, p. 570. L'influence de Lamennais fut très grande en Belgique. Il est à noter que, dans son programme social, la seule mesure immédiate proposée est la liberté d'association, réalisée en Belgique.

(24) E. de Moreau, S. I., *Le catholicisme en Belgique*, Liège, p. 41-42. — L. de Lichtervelde, *Léopold I^er^*, Bruxelles, 1929, ch. XI, La victoire de 1848, p. 247. — De Camps, *L'évolution sociale en Belgique*, Bruxelles, 1890, ch. IV-VI.

V

L'Espagne de 1833 à 1874 vécut une série de guerres civiles et de troubles ; les révolutions y ont un caractère nettement politique, nullement social. Cependant la gravité du problème social n'échappa point à la clairvoyance de quelques esprits d'élite : Balmès, né d'une famille de pauvres artisans, et l'aristocrate Donoso Cortès l'ont nettement perçu.

Le prêtre philosophe Balmès n'a rien d'un révolutionnaire ; on pourrait le qualifier de conservateur progressiste. Au chapitre 47 de son livre *Le protestantisme comparé au catholicisme*, il stigmatise les principes d'une civilisation toute matérielle et notamment de l'école libérale : « La misère s'est accrue dans la proportion même de l'augmentation des produits. Aux yeux de tout homme doué de prévoyance il est clair, comme la lumière du jour, que les choses suivent une direction erronée et que, si l'on n'y peut porter remède à temps, le dénouement sera funeste... D'une part, l'accumulation de richesses, fruit de la rapidité du mouvement industriel, tend à l'établissement d'un système qui exploiterait, au profit d'un petit nombre, les sueurs et la vie de tous ; d'autre part, cette tendance même trouve son contrepoids dans les idées de nivellement dont une foule de têtes sont agitées et qui, formulées en différentes théories, attaquent plus ou moins ouvertement l'organisation actuelle du travail, la distribution des produits et la propriété même. Des multitudes immenses, accablées de misère, privées d'instruction et d'éducation morale, sont disposées à soutenir la réalisation de projets non moins criminels qu'insensés, le jour où un concours funeste de circonstances rendra la tentative possible... Il est clair que, pour améliorer les masses, il ne suffit pas de l'inspiration des intérêts privés, ni de l'instinct de conservation qui anime les classes fortunées » (25). — « Il faut l'avouer, les classes aisées de la société actuelle ne remplissent pas le devoir qui leur appartient : les pauvres doivent respecter la propriété des riches, mais les riches à leur tour sont obligés de respecter la fortune des pauvres : Dieu l'a réglé ainsi » (26). — « Nous le disons sans détour : si l'on bannit du monde les principes moraux, si l'on veut fonder exclusivement sur l'intérêt le respect dû à la propriété, les paroles adressées ici au pauvre ne sont qu'une imposture : il est faux que son intérêt privé soit d'accord avec l'intérêt du riche » (27).

Quel est le remède ? Explicitement, il ne conclut qu'à la nécessité de la bienfaisance ; mais on lui ferait sans doute tort en croyant qu'il ne songeait à rien d'autre : « Il suit de ce que je viens d'exposer

(25) Balmès, *Le protestantisme comparé au catholicisme*, ch. XLVII, Bruxelles, 1854, p. 81.
(26) *Ib.*, p. 82.
(27) *Ib.*, p. 84.

que le ressort de la bienfaisance manque à l'organisation sociale », et, comme corollaire pratique, il demande la reconnaissance par l'Etat des ordres religieux, entravés et suspectés. Mais sa pensée profonde est que le remède se trouve dans le retour aux principes évangéliques et à la loi de charité. « En vain imaginera-t-on des expédients nouveaux, en vain tracera-t-on des plans ingénieux : la société a besoin d'un agent plus puissant que l'administration. Il est de toute nécessité que le monde se soumette à la loi de l'amour, s'il ne veut passer de nouveau sous le joug de la force : charité ou servitude. Tout peuple qui n'a point eu la charité, n'a trouvé d'autre moyen de résoudre le problème social que d'assujettir le plus grand nombre à l'esclavage » (28). Il est peut-être intéressant encore de noter, à titre de renseignement sur l'état de l'Espagne, que ce fils d'artisan dénonce le paupérisme comme dévorant les plus riches sociétés du globe, et proclame que sa patrie, cette nation, réputée « une nation de fainéants et de moines », ne connaît pas cette plaie (29).

Jean François de la Salud, Donoso Cortès, marquis de Valdegamas, revenu du libéralisme, écrivit en 1851 son livre *Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme.* Ce livre original et profond, malgré certaines outrances, mérite encore aujourd'hui d'être lu. Pour le noble marquis, la société idéale est composée, au point de vue social, de classes harmoniquement hiérarchisées ; au point de vue politique, elle sera une monarchie forte, mais tempérée d'aristocratie et de démocratie : l'Eglise réalise cet idéal (30).

La thèse de l'ouvrage peut se résumer ainsi : seul le catholicisme a donné et peut donner la réponse catégorique, cohérente et adéquate à tous les problèmes que pose l'esprit humain ; en particulier à l'angoissante question du mal. Toutes les autres écoles ont misérablement échoué. De toutes, l'école libérale (il parle, semble-t-il, de celle des doctrinaires) est « la plus stérile, parce qu'elle est la plus ignorante et la plus égoïste » (31). Son vice radical, comme sa faiblesse, consiste dans son mépris de la théologie, sa peur de toute affirmation dogmatique, son éclectisme inconsistant (32). Son « erreur fondamentale » est « de ne donner d'importance qu'aux questions de gouvernement, lesquelles, comparées à celles de l'ordre religieux et social, n'en ont réellement aucune » (33). Les écoles socialistes « l'emportent sur l'école libérale, spécialement parce qu'elles vont droit à tous les grands problèmes et à toutes les grandes questions, et parce qu'elles propo-

(28) *Ib.*, p. 82.
(29) *Observations sur les biens du clergé.* Voir aussi *L'art d'arriver au vrai,* traduit par M. Manec, avec une préface de Blanche Raffin, Liège, 1851.
(30) Donoso Cortès, *Essai sur le catholicisme, le libéralisme et le socialisme,* Livre I, ch. III, éd. de Bruxelles, 1851, p. 35-36.
(31) *Ib.*, Livre II, ch. VIII, p. 140.
(32) *Ib.*, Livre II, ch. VIII, passim.
(33) *Ib.*, p. 144.

sent toujours une résolution péremptoire et décisive » (34). Elles ont donc « une grande supériorité sur l'école libérale et par la nature des problèmes qu'elles se proposent de résoudre, et par la manière de les poser et de les résoudre. Leurs maîtres se montrent familiarisés jusqu'à un certain point avec ces spéculations hardies qui ont pour objet Dieu et sa nature, l'homme et sa constitution, la société et ses institutions, l'univers et ses lois. De ce penchant à généraliser tout, à considérer les choses dans leur ensemble... résulte pour eux une plus grande aptitude pour pénétrer, sans se perdre et sans s'effrayer, dans le labyrinthe inextricable de la logique rationaliste, et pour en sortir » (35).

Mais la faiblesse du socialisme provient des contradictions internes inhérentes au système : il est lui-même un éclectisme : professant ouvertement le rationalisme, il est tout-puissant pour détruire ; mais il entend aussi construire : édifier une société nouvelle ; son dynamisme lui vient des éléments qu'il emprunte, en les déformant, au catholicisme, comme les idées de liberté, d'égalité, de solidarité, de fraternité, etc. (36). « Le socialisme aujourd'hui est encore un semi-catholicisme et rien de plus ; ...il ne me serait pas difficile de démontrer que, chez le plus avancé de ses docteurs, il y a plus d'affirmations catholiques que de négations socialistes ; ce qui, en résultat, donne un catholicisme absurde et un socialisme contradictoire » (37).

La force du catholicisme, même au point de vue humain, c'est la plénitude, la cohésion de sa doctrine, de sa synthèse dogmatique : « Le catholicisme n'est pas une thèse et, conséquemment, il ne peut être combattu par une antithèse. C'est une synthèse, qui embrasse tout, qui contient tout, qui explique tout, et qui ne peut être, je ne dirai pas vaincue, mais même combattue que par une synthèse de même espèce, embrassant à sa façon, contenant et expliquant toutes choses. Toutes les thèses et antithèses humaines s'absorbent amplement dans la synthèse catholique » (38).

Les événements ont confirmé les vues de Donoso Cortès : plus que jamais le catholicisme apparaît, avec sa doctrine sociale, comme pouvant seul apaiser les conflits et donner une solution aux problèmes de l'heure ; seul il peut opposer aux synthèses socialiste et communiste une synthèse cohérente et dynamique, et concilier à la fois la justice et la charité, le respect de la personnalité et les droits de la

(34) *Ib.*, p. 142.
(35) *Ib.*, ch. IX, p. 146 ; voir aussi ch. X, p. 172.
(36) *Ib.*, p. 146-148 ; ch. X, p. 172-174. Donoso Cortès étudie les socialistes français, il ne parle pas des allemands. Il considère surtout Proudhon ; il rend hommage à son originalité mais montre impitoyablement ses contradictions. Voir p. 150-170, 219-226.
(37) *Ib.*, l. III, ch. V, p. 234.
(38) *Ib.*, p. 235.

solidarité, l'autorité et la liberté. Or, aujourd'hui on ne pourrait plus apporter l'excuse de l'ignorance : les papes ont parlé clairement et à haute voix. Comment les catholiques comprendront-ils leur devoir ? Auront-ils assez d'abnégation, de courage et d'amour pour le remplir intégralement, sans se laisser cependant entraîner à des concessions téméraires ? L'avenir, la paix du monde dépend en partie de leur attitude. Jadis Lamennais exaspéra les oppositions par ses excès de parole ; Maret souleva des suspicions par ses imprudences ; aujourd'hui, si l'on veut amener les classes aisées à prendre conscience nette de leur responsabilité et de leurs obligations, il est nécessaire que les propagandistes n'adoptent pas le langage de ceux qui appellent à la lutte des classes, langage aussi imprudent que contraire à la charité chrétienne. On ne doit pas l'oublier : une mentalité ne se change pas du jour au lendemain ; les préjugés ne cèdent pas à la violence, mais se raidissent, l'histoire le montre. Ils sont dissipés par la lumière croissante, offerte dans la charité. Cela vaut pour les socialistes, les communistes, et aussi pour les conservateurs.

E. Hocedez, S. I.